

*réduction de la pauvreté, en prévision de la CNUED, et faire pression pour que cet organisme adopte une stratégie à long terme, fondée sur des normes reconnues, intégrant environnement et développement dans le système commercial international.*

Nous ne pouvons espérer des valeurs communes si des pays comme le Canada ne s'appliquent pas à les encourager. Ce sont des valeurs qu'il faut surtout promouvoir dans nos rapports bilatéraux et multilatéraux. Pour être crédible, le Canada doit prêcher par l'exemple et observer des lignes de conduite qui montrent que l'établissement de solides relations bilatérales avec les autres pays suppose l'application de valeurs communes.

Bon nombre de pays demandent une aide économique et un soutien politique pour pouvoir devenir des démocraties pluralistes et des économies de marché. Cette année sera donc une année de grandes espérances, doublée d'une aptitude restreinte à y répondre. En modulant l'utilisation de nos instruments d'aide et nos positions politiques, nous envoyons d'importants signaux, tant au plan bilatéral qu'au plan multilatéral.

Ces signaux trouveront une application particulière dans les efforts que nous faisons pour encourager l'Amérique latine à embrasser la démocratie et l'économie de marché. Des liens plus étroits seront sans doute nécessaire avec les pays de ce sous-continent (par exemple, accords cadres en matière économique, instruments portant sur la double imposition et la protection des investissements étrangers). L'année sera également importante pour la transition qui se dessine en Afrique du Sud. Nous veillerons à l'application des principes qui ont donné lieu aux changements observés dans ce pays.

En faisant les choix difficiles qu'impose la rareté des ressources, nous devons:

- *recadrer nos rapports politiques, nos instruments d'aide au développement et nos instruments commerciaux, pour promouvoir l'application de bons principes de gouvernement (développement démocratique, droits de l'homme, économie de marché, non-prolifération);*
- *reconnaître que nos efforts destinés à appuyer les transitions vers une économie de marché peuvent nécessiter un recadrage de nos méthodes d'accès aux marchés ainsi que de nos relations politiques et de nos programmes d'aide.*

Les relations que nous entretenons avec les États-Unis, la CE et le Japon sont essentielles pour la protection de nos intérêts, mais ce n'est pas tout. L'établissement de liens étroits avec ces pays, notamment avec la CE, institution supranationale, est un moyen